

# Création d'une EURL

## Documents constitutifs du dossier :

### Statuts de la société

Document fondamental définissant les règles de fonctionnement de l'EURL, incluant l'objet social, le capital, la durée, etc

### Attestation de dépôt des fonds

Preuve du dépôt du capital social sur un compte bancaire bloqué

### Justificatif d'identité du gérant

Copie de la carte d'identité ou du passeport

### Justificatif de domiciliation

Document prouvant l'adresse du siège social (bail commercial, contrat de domiciliation, etc.)

### Déclaration de non-condamnation

Document attestant que le gérant n'a pas d'interdiction de gérer

## Les étapes à suivre :

### ETAPE 1



Rédaction des statuts

### ETAPE 2

Choix du siège social



### ETAPE 3



Ouverture d'un compte bancaire

### ETAPE 4

Publication d'une annonce légale



### ETAPE 5



Immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés (RCS)

### ETAPE 6

Obtention du numéro SIRET



### ETAPE 7



Affiliations diverses

## AVANTAGES

### PROTECTION DU PATRIMOINE PERSONNEL

Les dettes de l'entreprise n'engagent pas le patrimoine personnel de l'entrepreneur, sauf faute de gestion grave

### FLEXIBILITÉ FISCALE

Possibilité de choisir entre l'impôt sur les sociétés (IS) ou l'impôt sur le revenu (IR)

### CRÉDIBILITÉ ACCRUE

Structure sociétale qui peut inspirer confiance aux partenaires commerciaux et financiers

### GESTION SIMPLIFIÉE

L'associé unique peut être le seul gérant, facilitant la prise de décision

### POSSIBILITÉ D'ÉVOLUTION

Transformation aisée en SARL en cas d'entrée de nouveaux associés

## INCONVENIENTS

### FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Plus complexes que pour une entreprise individuelle, notamment lors de la création

### COÛTS DE CONSTITUTION ET DE FONCTIONNEMENT

Plus élevés que pour une entreprise individuelle (frais d'immatriculation, comptabilité plus élaborée)

### RÉGIME SOCIAL DU DIRIGEANT

Le gérant majoritaire est soumis au régime des travailleurs non-salariés, ce qui peut être moins avantageux en termes de protection sociale

### CONTRAINTES LÉGALES

Obligation de tenir une comptabilité complète et de publier les comptes annuels